

Dossier de la revue L'Émancipation Syndicale et Pédagogique n° 2, oct 2014

L'Émancipation Syndicale et Pédagogique fidèle à sa stratégie de dénonciation de la précarité et pour l'information et la mobilisation de touTEs sur cette question sort un dossier spécial qui com m ence par interroger les termes de précaire et de précarité, d'u n point de vue lexical et politique.

L'objectif de ce dossier est double : d'abord, aider les premierEs concernéEs, les précaires des différents secteurs de l'Éducation, primaire, secondaire, supérieur et plus largement... à s'y retrouver dans le dédale de non-droits dans lequel ils/elles sont balottéEs et à s'organiser collectivement pour en sortir (voir notam m ent le tableau com paratif des contrats et l'article sur la CDI sation des AVS, ainsi que celui sur le supérieur et la recherche avec la motion présentée par Émancipation au SN ESU P). Mais aussi mieux faire connaître et combattre, à tous les niveaux, cette pratique organisée de l'émiettement des situations de droit, en passe d'être généralisée à l'ensemble des travailleurEs.

Cela est d'autant plus scandaleux quand c'est l'État - censé donner l'exemple - qui s'y adonne et que c'est un pouvoir élu sur d'autres bases et étiqueté " à gauche" qui est à l'exécution des basses œuvres.

Avec le gouvernement "Valls II" , les ministres se sentent des ailes : à l'Emploi "on va contrôler les chômeurs", à l'intérieur "l'immigration c'est fini", au logement on déplafonne les lo y e r s . Le message est très clair : avec ces gens-là il ne fait pas bon être en situation de précarité. Et pourtant la politique de Valls et Hollande, directement au service du patronat et du capitalisme, ne peut que générer de la précarité.

Dans le privé les embauches en CDI sont l'exception et le patronat exige toujours m oins de protection des travailleurEs, un SMIC au rabais (voir dans ce dossier l'exemple de la p r e s s e) ... et le gouvernement semble prêt à déréglementer le code du travail, à adopter des " réformes structurelles" chères aux libéraux, qui mènent tout droit au chômage... le moins indemnisé possible bien sûr. Même logique lorsque le gouvernement laisse démanteler les droits des chômeurs et chômeuses et des intermittentEs lors de la renégociation de la convention UNEDIC (voir dans ce dossier l'appel de la Coordination des intermittents et précaires) .

Le pacte de responsabilité est donc bien un pacte de précarité.

On ne sait pas encore exactement le détail des cinquante milliards d'euros qui vont être ponctionnés sur les services publics, les salaires et la protection sociale pour en faire cadeau au patronat mais une chose est sûre un des résultats sera d'aggraver encore la précarité et le chômage dans la Fonction publique aussi (la motion présentée par Émancipation au Conseil national de la FSU du 2 4 septembre et publiée dans ce dossier fait le point sur cette question).

Dossier coordonné par Olivier Vinay

SOMMAIRE

page II Précaire, précarité : des mots piégés ?

page IV Pour la fin du néo-libéralisme de gauche

page V Précarité partout, statut mis à mal

page VI U n panorama des contrats précaires dans l'Éducation nationale

page VIII CDI sation des AVS : le miroir aux alouettes

page X Journalisme et précarité

page XI Le point sur la " francetélécomisation" de l'enseignement supérieur public

page XIV Éradiquer la précarité, dans l' E S R et ailleurs